

| Lignes | Base | Taux | Cotis. autor. | Taux empl. | Cotis. empl. |
|--------------------------------------|-----------------|------|---------------|------------|--------------|
| Appointement/160 heures | 1 725,00 | | | | |
| Avantage véhicule de société | 80,00 | | | | |
| Total du salaire brut | 1 805,00 | | | | |
| SS Maladie-Matern. inv. Déché/Totale | 1 805,00 | 0,75 | 13,54 | 13,11 | 23,65 |
| SS Vieillesse/Plafond | 1 805,00 | 6,85 | 123,03 | 0,3 | 12,33 |
| SS FNAO/Plafond | 1 805,00 | 0,1 | 1,81 | 0,1 | 1,81 |
| SS Vieillesse/Totale | 1 805,00 | | | 1,6 | 14,79 |
| AF/Totale | 1 805,00 | | | 5,4 | 47,84 |
| A.T. Totale | 1 805,00 | | | 2,2 | 19,71 |
| CSG-CRDS /97 % totale | 1 750,85 | 2,9 | 50,77 | | |
| | 1 750,85 | 5,1 | 89,29 | | |
| Réduction Fillon | 1 787,50 | | | | 1,64 |
| ASSEDIC Tranche A | 1 805,00 | 2,44 | 44,04 | 4,29 | 20,00 |
| ASSEDIC Tranche B | 1 805,00 | | 0,00 | | 0,45 |
| FNGS /Totale | 1 805,00 | | | | 4,5 |
| AGRR/Plafond | 1 805,00 | 3 | 54,15 | | 4,5 |
| AGRR/Tranche B | 1 805,00 | | | | 1,2 |
| ACRR/Plafond | 1 805,00 | 0,8 | 14,44 | | 1,2 |
| Formation Professionnelle/Total | 1 805,00 | | | 0,15 | 1,35 |
| T.A. | 1 805,00 | | | 0,0 | 0,0 |
| SALAIRE NET | | | 389,08 | | 1 416,92 |
| CSG/CRDS non déductible/97 % totale | 1 750,85 | 2,9 | 50,77 | | |
| NET IMPOSBLE | | | 1 467,79 | | |
| Avantage véhicule de société | | | | | 80,00 |
| NET A PAYER | | | 1 547,79 | | |
| Total des montants patronaux | | | | | 907,02 |

Cotisations patronales

Le gouvernement s'apprête à exonérer totalement des cotisations patronales les salaires payés au SMIC. Une mesure dangereuse pour la sécu et les retraites des salariés.

Notre dossier p 4

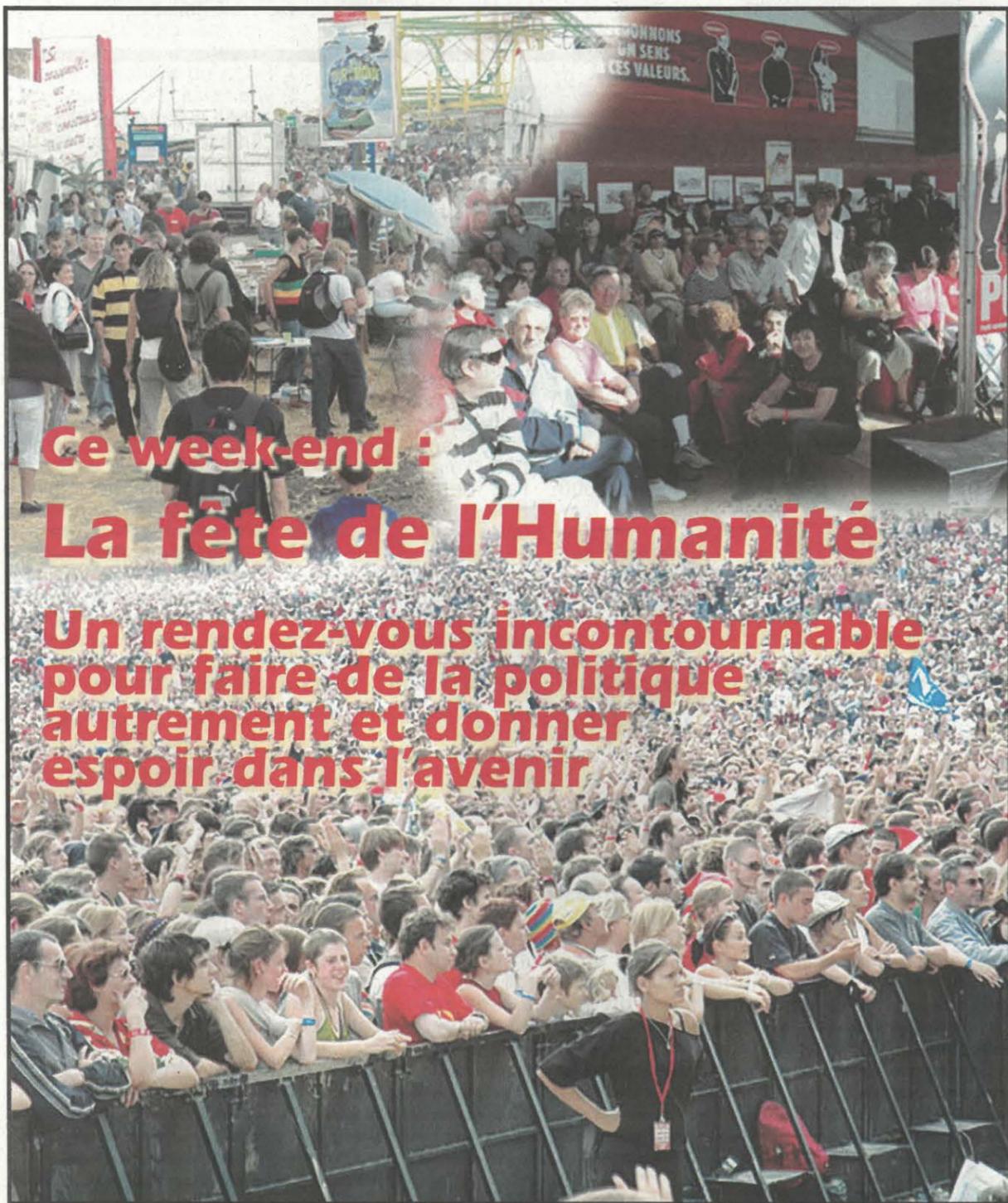
Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 813

14 septembre 2006

prix : 0,70 €



Ce week-end :
La fête de l'Humanité

Un rendez-vous incontournable pour faire de la politique autrement et donner espoir dans l'avenir

■ JEAN-LOUIS LE CORRE

Le conseiller général communiste du département répond à nos questions sur son engagement au sein de l'assemblée et sur les grands dossiers qu'il entend porter dans la prochaine période

P 2

■ RÉGULARISATION

Comment intervenir efficacement face aux menaces d'expulsion qui pèsent sur les enfants en cette rentrée scolaire

P 2

■ SOCIAL



La rentrée de tous les dégâts. Résultat de la politique de la droite sur la vie des salariés et des ménages. Salaires, emploi, pouvoir d'achat sont à l'ordre du jour.

P 5

■ OFFENSIFS

C'est sous ce signe que les communistes ont tenu leurs assemblées de rentrée sur le département.

www.pcf-44.com
Info de tous les jours

L'actualité politique...

EN BREF

Show bis et populisme

Il fallait certes s'y attendre mais l'université d'été de l'UMP a battu tous les records dans le domaine de la démagogie, du populisme et du racolage. C'est maintenant la famille Hallyday et Doc Gynéco qui garnissent les parterres des meetings du candidat des libéraux. Il ne s'agit pas de sous estimer " les rois des nuits chaudes parisiennes " mais de là à les mettre aux mêmes rangs que les ministres de la République fussent ils de droite... Démagogie... quand tu nous tiens.

A Que...

Quand un ministre de l'intérieur de surcroît candidat à la fonction suprême de notre République fait à plusieurs reprises référence à son ami Johnny dans un discours qui se veut de caractère national, il y a du "mouron" à se faire. En effet, quand l'objectif est d'aller vers la jeunesse, il est préférable de parler des problèmes de cette jeunesse plutôt que de rechercher des effets d'images qui ne règlent absolument pas les questions posées.

Jamais honte

C'est ce que l'on peut retenir de Sarkozy après son discours aux universités de l'UMP. Dans un grand écart idéologique qui confirme sa démagogie éhontée, il n'hésite pas à se référer à Jean Jaurès, Jean Paul II, de Gaulle ou Léon Blum. Il n'hésite pas à parler de " la jeunesse de la révolution qui a balayé le vieux monde " de " la jeunesse de la résistance qui a mis un terme à la guerre civile européenne ", de " la jeunesse tchèque qui a pris sa revanche sur le printemps de Prague " ou encore de " la jeunesse chinoise qui finira par effacer Tien-An-Men ". Il n'y a vraiment rien de trop pour donner corps aux accents populistes du ministre candidat.



Candidat de qui ?

Ne nous trompons pas, derrière le discours, il y a l'homme, celui du capital, du MEDEF, des patrons qui prône des ruptures avec le passé pour mieux asseoir la domination de la finance sur la société. Ses chevaux de bataille : le libéralisme à tout va dans la vie, dans le travail dans la famille. Un libéralisme qui écrase les acquis et renforce encore les inégalités.

Et pendant ce temps là.

Le Pen joue la tranquillité lors de ses universités d'été que les médias ont largement relayées. Rassuré par les sondages, le chef de l'extrême-droite française essaie de persuader les électeurs de choisir l'original à la copie que représente le petit prince de la place Beauvau, n'hésitant pas y compris à tenter un rapprochement avec son ancien bras droit hier déchu afin de mieux canaliser le vote d'extrême-droite.

Et puis...

Il y a les autres, pas tous les autres car, à en croire France 3 si Ségolène Royale est ce Week-end en Lozère devant une petite salle, une petite affluence, où elle n'a pas grand-chose à dire, où l'encéphalogramme est quasiment plat, elle bénéficie quand même d'un temps d'antenne. Et les autres si l'on en croit toujours les médias ils n'ont rien dû faire, rien dû dire c'est tout du moins ce que l'on pourrait penser car ils étaient une nouvelle fois absents de nos écrans et transistors.

Point de vue

par Yvon RENEVOT



27 000 postes d'enseignants ont été supprimés depuis 2002, sans aucune mesure avec la baisse du nombre d'élèves accueillis. 15000 suppressions de postes de fonctionnaires sont programmées pour le budget 2007 dont 7000 dans l'Education. Les ministres et députés U.M.P sont très sélectifs dans la présentation de certains

de se poster en l'homme de la rupture voire de l'alternative pour ne pas être associé aux sanctions de la rue et des urnes ! C'est une imposture, car la rupture dont il use et abuse ne porte pas sur la politique que mène le gouvernement qu'il soutient doublement en tant que ministre et président de la majorité U.M.P mais sur le rythme et l'ampleur de la transformation ultra-libérale qu'il souhaite servir au M.E.D.E.F. Se débarrasser de la droite en 2007, pour que la gauche mette en œuvre une politique qui change vraiment la vie de façon durable est l'objectif n°1 des communistes.

En cette rentrée, et à 8 mois des Présidentielles la droite n'est pas battue d'avance, il nous faut livrer un combat idéologique sur les résultats sa politique, ses projets à venir, défendre un programme alternatif crédible et construire un rassemblement anti-libéral majoritaire. Le PCF contribue depuis de

« Combatifs contre la droite pour faire réussir la gauche durablement »

chiffres.

La raison est bien que le tableau de rentrée que dresse le gouvernement de Villepin ne tient pas à la vérité des chiffres qui sont terriblement accusateurs. On pourrait parler aussi du nombre de radiations de chômeurs durant l'été, du nombre d'emplois précaires créés, les premiers résultats semestriels des profits des entreprises du CAC40...

Le rejet de la droite et de sa politique s'est exprimé au cours des élections en 2004, lors du vote du 29 Mai, au cours du mouvement anti-CPE. Sarkozy tente

longs mois, à donner toutes les chances à la réussite de ce rassemblement.

Les comités d'union populaire qui nous voulons multiplier dans le département sont au service de cette intervention citoyenne, indispensable pour réagir face aux mauvais coups et bousculer les schémas pré-établis de cette rentrée.

Robien fait sa rentrée, Faut il lui apprendre à compter ?

Le ministre de l'éducation nationale est il drogué ? C'est ce qu'on dû se demander les téléspectateurs qui ont entendu les propos de Gilles de Robien sur TF1 pour qualifier la rentrée scolaire : Tout plein d'amour et les plus grands moyens du monde. Ce trop plein d'amour s'exprime à n'en pas douter dans son souhait de voir les policiers investir les écoles pour y faire régner la tolérance



zéro ou encore dans la situation faite aux 50 000 enfants qui font leur rentrée sous la menace d'une reconduite aux frontières.

Pour ce qui est des moyens, les chiffres parlent d'eux même : en comptant les personnels non titulaires, ce sont

6500 postes qui sont supprimés cette année. Et le projet de budget 2007 comprend 8500 suppressions supplémentaires. Au total, depuis 2003, ce seront près de 30 000 enseignants qui auront quitté les établissements scolaires. Les plus grands moyens du monde donc... pour une " rentrée pleine de vitamines renouvelées ". Avec 750 professeurs des écoles supplémentaires pour 35500 élèves de plus que l'an dernier, des vitamines, il en faudra pour les enseignants du premier degré !

Pour la droite, c'est sûr, l'école marche trop bien : Avec 150 000 jeunes qui sortent du système sans diplômes et 65% d'enfants d'ouvriers en retard

dès la fin du collège, ce n'est pas l'égalité des chances qui préoccupe le gouvernement. C'est par contre l'occasion pour livrer des salariés de plus en plus jeunes à l'appétit du patronat puisque l'apprentissage est désormais possible dès 14 ans. Réduction des moyens, répression et présence policière, réduction de la durée de scolarisation, tel est le véritable projet du pouvoir de droite. De quoi retourner des vœux qui toucheront ce ministre issu de la démocratie chrétienne : " charité bien ordonnée commence par soi même " et de lui souhaiter une bonne cure de vitamine avant la grève proposée par une inter-syndicale unanime pour le 28 septembre.

De vous à moi...

Loin de moi est l'idée de jouer les " Bayrou ", mais le fait est quand même là. Si ma démarche est différente, j'explose également devant l'omniprésence insolente décidée et orchestrée par quelques pontes des médias de la " Madone des sondages " et " le prince de Beauvau " sur nos écrans radio et journaux.

Ces messieurs dames ne peuvent plus aller je ne sais où sans qu'une nuée de journalistes soient sur leurs talons. Dire je ne sais quoi sans une multitude de commentaires, d'analyses et supputations des " plus grands politologues recommandés " nous inondent.

Lâchez-nous les baskets messieurs des médias, laissez aux citoyens le libre choix de décider de ceux qui demain seront en charge des destinées du pays, donnez à chacun les droits élémentaires de s'exprimer sans imposer.

Au nom de qui, de quoi, décidez-vous de ceux qui sont " les grands " et définissez-vous les autres ? Au nom de quels principes laissez-vous journaux télévisés, parlés et écrits à seulement ceux qui " iraient dans le bon sens " c'est-à-dire ne toucheraient pas à l'ordre établi.

Ras le bol, oui, ras le bol de cette dictature médiatique qui voudrait canaliser l'opinion des citoyens. Et dire qu'ils osent appeler ça " la démocratie "...

Y.C

VITE LU VITE DIT

Enfants étrangers, communistes solidaires : les suites d'un parrainage rezéen

Le 1er juillet, à Nantes, comme dans de nombreuses villes, le Réseau Education Sans Frontière prenait l'initiative d'une grande manifestation de solidarité concrétisée par le parrainage d'enfants de familles déboutées du droit d'asile et pour lesquelles la fin de l'année scolaire signifiait risque d'expulsion définitive du territoire français. Quelques jours plus tôt, à Rezé, notre camarade Yann Vince, adjoint au maire, avait connaissance de la situation sur la commune d'une femme, veuve, originaire de Tchécovie et de son fils de 4 ans, Oumar. Il prenait alors l'initiative d'organiser, en accord avec le maire, une cérémonie de parrainage. Le 1er juillet en l'hôtel de ville, Yann Vince officiait, présidant la cérémonie visant à protéger l'enfant scolarisé à Rezé en présence d'une vingtaine de militants communistes ainsi que du député Jacques Floch et de la presse locale. Quelques jours plus tard la maman du jeune Oumar recevait son arrêté d'expulsion. En lien avec le parrain de l'enfant, l'élue communiste obtenait une intervention du maire de Rezé auprès du préfet, par courrier, lui demandant de surseoir à cette expulsion, en précisant que cette famille est bien intégrée au sein de la ville. Avec l'appui de militants communistes rezéens, la maman et son enfant ont ainsi pu continuer à vivre à Rezé, Oumar faisant sa rentrée scolaire le 4 septembre. Un recours auprès du Tribunal administratif de Nantes est actuellement en cours pour obtenir l'annulation de l'arrêté d'expulsion et la régularisation de la famille tchéco-slovaque. Cet exemple rezéen montre bien qu'au delà la démarche symbolique forte de parrainage, la mobilisation citoyenne et militante, en particulier communiste, est bien décisive pour combattre la politique dite "d'immigration choisie" menée par Sarkozy et obtenir la régularisation de tous les sans papiers.

Jean-Louis Le Corre

«Au conseil Général, au delà de la gestion, je veux faire de la politique autrement»

Jean-Louis Le Corre est le seul élu communiste de l'assemblée départementale. Nous lui avons demandé qu'elle était, depuis deux ans, le sens de son action au sein de la majorité de gauche.

NLA : Les élections de 2004 ont créé une situation inédite en Loire Atlantique. Pouvez-vous nous dire quel est, d'après vous, l'apport original d'un élu communiste dans la nouvelle majorité ?

Jean-Louis Le Corre : Etre le seul élu communiste au Conseil, j'en avais l'habitude avec la droite. Souvent j'ai été "l'empêcheur de tourner en rond", le grain de sable dans la machine. Les organisations syndicales, les salariés en lutte m'ont toujours trouvé à leurs côtés. Nous avons mené des batailles mémorables face à Olivier GUICHARD, Ministre mais aussi Conseiller Général. Je me souviens avoir dénoncé, au milieu des années 70, le "déménagement du territoire" orchestré par la droite avec la Sotrimex à Trignac partie avec armes et bagages en Ardèche. Depuis les délocalisations se sont accélérées et les "patrons voyous" ont prospéré. Il y a eu le conflit de l'aérospatiale en 1979 quand neuf militants CGT, communistes avaient été sanctionnés et licenciés. Nous avons envahi la Préfecture pour obtenir un rendez-vous. Je pourrais aussi évoquer les nombreux combats menés pour la navale... Aujourd'hui, les choses ont changé mais que la majorité soit de droite ou de gauche, l'élue communiste reste un



point d'appui pour les salariés. C'est lui qui fait entendre haut et fort les aspirations au mieux vivre des populations. Qui le ferait sinon ? Faire partie de la majorité permet quand on est porteur de solutions de les faire entendre et de les faire avancer. Même si ce n'est pas toujours une partie de plaisir ! En tant que Vice-Président, responsable du droit au logement j'ai pu ainsi lutter concrètement contre les expulsions et élargir à plus de 900 familles, le nombre de celles et de ceux qui bénéficient du Fonds de Solidarité Logement. (FSL). Un million d'euros ont été débloqués en 2005 puis en 2006. La somme sera reconduite en 2007. Responsable de la Politique de la Ville à la Carène, j'ai piloté "le schéma gérontologique" qui a fait des propositions concrètes pour l'accueil et l'hébergement des personnes âgées dépendantes

pour les dix prochaines années. Ce travail collectif a été très largement repris par l'assemblée départementale pour l'élaboration de son propre document. Même si rien n'est définitivement gagné, je dois admettre que l'écoute est meilleure sur les dossiers des gens du voyage, des roms ou encore des sans papiers.

NLA : En tant qu'élue de Montoir, de Trignac et de Donges, quels grands dossiers portez vous pour votre canton ?

Jean Louis Le Corre : Ma première priorité c'est l'emploi. Je suis particulièrement impliqué dans le développement industriel de la région. Que ce soit le développement du terminal méthanier avec en projet une centrale au gaz qui produira de l'électricité, le développement de la raffi-

nerie et son projet de production d'énergie à partir des déchets, ou la construction prochaine de l'usine de diester à Montoir. Dans ce contexte, nous devons suivre de très près le dossier du troisième franchissement de la Loire que certains voudraient bien rapprocher de la métropole nantaise.

(Un nouveau pont parallèle à celui de Saint Nazaire et nous reliant) Relier le Pays de Retz est indispensable pour un développement plus équilibré des deux rives de l'estuaire. A cela s'ajoute, la réalisation prochaine de l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Il y a ensuite, le projet d'extension du Port à Donges Est. Ce projet est capital pour l'activité du Port autonome - quatrième port français - et la création d'emplois. La droite a fait traîner le dossier pendant des années et maintenant le tribunal administratif en rajoute au nom de la protection de l'environnement. J'ai interpellé le Préfet, en séance, sur cette question car, demain, gagner l'autoroute de la mer, faciliter le transport des marchandises par voie maritime, se battre pour que la SNCF développe le fret...c'est faire disparaître des centaines de camions sur nos routes, améliorer la sécurité, mener un combat efficace contre les gaz à effet de serre.

Et puis, il y a des questions "sociétales" qui me préoccupent comme celle du droit de chaque citoyen à disposer d'une eau potable de qualité. Avec le réchauffement climatique, la pollution, ce droit n'est pas acquis pour l'avenir...On parle beaucoup de la fin du pétrole et des énergies renouvelables, pourquoi, alors que nous sommes à l'embouchure de la Loire, ne pas étudier sérieusement la possibilité d'utiliser les courants existants dans l'estuaire et les marées pour produire de l'électricité ?

Hébergement d'urgence : vers une situation critique cet hiver ?

A Nantes, selon le collectif d'aide aux sans abri, la situation risque d'être critique cet hiver, après l'annonce de la fermeture d'une centaine de lits en avril dernier.

Cette suppression pour laquelle aucune mesure de relogement n'a été prévue va entraîner de nouvelles difficultés pour les plus défavorisés.

Ne nous trompons pas, la situation des sans-abri n'est pas le

sort exclusif de "marginiaux" mais de plus en plus de personnes, de couples qui se retrouvent, face à la crise, au chômage, à la précarité sans toit, sans revenus, sans perspective. L'approfondissement de cette crise pousse des familles, avec parfois des enfants dans cette situation.

Le cri que vient de pousser les associations qui travaillent sur ces questions alerte l'ensemble des pouvoirs publics et pas seulement les collectivités locales qui ont été interpellées. Les services de l'état doivent prendre toutes leurs responsabilités pour permettre à tous les citoyens de vivre dignement, sous un toit.

Cotisations sociales

Toujours plus de cadeaux aux patrons



Depuis de nombreux mois, voire d'années, on évoque la réforme du financement de la protection sociale pour faire face à la montée de nouveaux besoins. Mais à mesure que ces réformes sont finalisées, elles s'affichent de plus en plus comme visant la baisse du coût du travail et des charges

sociales. Ces réformes successives répondent au seul diktat des marchés financiers et du MEDEF. La raison fondamentale du déficit de la sécu, c'est la gestion des entreprises par le chômage, la précarité, les bas salaires, le cancer de la financiarisation.

L'annonce de De Villepin de réduire à zéro

les cotisations des employeurs au niveau du SMIC, pour les entreprises de moins de 20 salariés, à compter du 1er juillet 2007, enfonce le clou. Pourtant, le récent rapport de la Cour des Comptes qui évalue l'impact des exonérations des charges patronales est sans appel : "coûteux", "inefficaces", "sans effet mesurable sur l'emploi".

Inefficaces : cette politique d'exonérations sur les bas salaires renforce la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée et son effet déflationniste sur la croissance, l'emploi et le manque à gagner en cotisations. On accélère les politiques d'exonération et la mise en cause du financement de la pro-

tection sociale en "responsabilisant" toujours plus les usagers de façon inégalitaire.

Sans effet mesurable sur l'emploi : le financement d'une telle mesure s'effectue par des coupes claires

d'un montant équivalent dans le fonctionnement de l'Etat et des services publics. Malgré une politique d'exonérations successives, la France ne connaît pas d'embellie de l'emploi, chacun sachant à quoi s'en tenir sur les statistiques du chômage d'une part, la précarité nourrissant l'essentiel des postes créés d'autre part. Enfin, c'est une trappe à bas salaires. Les

entreprises seront incitées à maintenir des salaires au niveau du SMIC. Une telle mesure va aussi promouvoir l'emploi non qualifié.

Coûteux : le coût d'un tel allègement est estimé à 640 millions d'euros et s'inscrit dans une tendance globale. Le montant des exonérations de charges équivaut à 26% des dépenses

publiques pour l'emploi. Une partie de ces exonérations n'est pas compensée par l'Etat et celle qui l'est pèse sur son budget et sur les impôts des ménages. De plus 1% de baisse de la masse salariale, c'est 2,5 milliards d'euros en moins

de cotisations sociales, 100000 emplois supprimés c'est 1,3 milliard d'euros en moins pour la sécu.

La question de fond, c'est : veut-on s'en prendre au capital ou ne pas toucher à l'entreprise, à la rentabilité financière. Nous tenons à réaffirmer le principe de la cotisation sociale en fonction des salaires versés ; son lien à l'entreprise, lieu de croissance, de la création des richesses par les salariés. Les cotisations sont une prise sur la valeur ajoutée, une partie de la VA qui ne va pas au profit. Son principe est un principe moderne et révolutionnaire. Cette articulation du financement de la protection sociale à la production des richesses par les salariés constitue une très grande force.

« La politique du gouvernement est celle de tous les dangers »

Serge DOUSSIN Secrétaire Général de l'UD CGT 44

Exonération patronales la CGT 44 dit NON

La suppression des 2,1 % de cotisations patronales sur les salaires équivalents au SMIC figure en bonne place dans le train de mesures dites pour l'emploi annoncées par le 1er ministre. Cette disposition est :

* Un nouveau cadeau au patronat qui fait s'esclaffer le président de la CGPME de Loire-Atlantique, M. Philippe MOREAU.

Ce dernier se déclare satisfait de cette mesure dans les colonnes de Ouest-France (édition du samedi 02/09/06)

* Un mauvais coup porté aux salariés. Cette suppression des cotisations patronales va inci-

ter les directions d'entreprise des PME où sont concentrés le plus grand nombre de salariés à mettre en œuvre une politique de bas salaire pour bénéficier des exonérations. Il en résultera une tendance aggravée à la SMICardisation des salaires et un accroissement des inégalités sociales. Une telle situation entraînera de fait, une non reconnaissance des qualifications des savoirs et savoir-faire acquis par expérience.

* Une mauvaise mesure pour le financement de notre système de protection sociale qui souffre du chômage et des bas salaires.

* Une mesure contestable et contestée par la commission des comptes qui livre un bilan critique des baisses de cotisations patronales.

Celle-ci est passée de 3 milliards d'euros en 1993 à 24 milliards d'euros inscrits dans le budget 2006. Cette politique d'exonération, dit la cour des comptes, alimente une politique d'emploi peu qualifiés. Elle souligne son manque d'efficacité en terme de création d'emplois, pointe le mitage de l'assiette des cotisations sociales, précise enfin que dans la

restauration commerciale, les exonérations seraient plutôt venues conforter les marges des entreprises. Dans ce contexte, l'urgence est de favoriser l'action, pour imposer une revalorisation des salaires, pensions et retraites, reconquérir une véritable politique industrielle générant des emplois stables qualifiés et rémunérés comme tels. Cette démarche revendicative pose une question essentielle, celle du partage des richesses produites dans les entreprises. Une CGT résolument à l'offensive pour satisfaire maintenant ces revendications, telle est la réponse qu'entend apporter l'union départementale CGT 44 au gouvernement De Villepin, au Medef et à la CGPME.



Ils ont dit :

Isabelle 20 ans salariée du commerce.

Payée au Smic, je sais ce que sont les fins de mois difficiles, l'envie de quelque chose que je ne peux pas me payer, le banquier qui téléphone à propos du niveau de mon compte. Quand j'ai entendu parler de la proposition de ne plus avoir de cotisations patronales sur nos salaires, j'ai senti en moi monter la colère.

Je connais bien mon patron, et il n'est pas différent de ceux de la profession. Si demain, il fait l'économie des charges sociales dues à mon salaire, ce ne sera ni pour m'augmenter ni pour embaucher, ce sera pour lui, ce sera un peu plus de profit.

D'ailleurs, si cette mesure passe, on risque de bloquer les choses, en effet il ne "devra" pas m'augmenter car si il le faisait, il perdrait l'avantage de l'exonération car je serais payée du coup au dessus du Smic.

Je retrouve bien dans cette mesure la main de la droite et de Sarkozy qui continuent à laminer les acquis sociaux et à faire pression sur les salariés tout en accordant toujours plus aux patrons...

Jean, retraité de la métallurgie

Comment ne pas être inquiet de la dérive de nos dirigeants sur la question des cotisations sociales. Ils nous disent d'un côté que la sécurité sociale est de plus en plus en déficit, qu'il sera de plus en plus difficile de payer demain les retraites car il y aura demain selon eux trop de retraités, et ils exonèrent à tour de bras les patrons qui ne demandaient que ça.

A ce tarif là, je crains moi aussi que nous soyons demain en grande difficulté pour payer les retraites comme c'est le cas aux Etats-Unis par exemple, sans compter les problèmes qui risquent de se poser sur la santé et la sécurité sociale parce que si les patrons ne paient plus qui va payer ? Ils vont essayer de nous faire supporter de nouvelles cotisations, d'augmenter celles que nous payons déjà ? C'est impossible avec nos petites retraites. Et puis, est ce ces mesures qui vont régler les problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat ? Bien sur que non, au contraire même ils vont les aggraver.

PRENONS NOTE...

Pas une chaise vide.....

Combien sont-ils à s'être retrouvés le 4 septembre à l'école avec l'épée de Damoclès d'une expulsion au-dessus de la tête qui les empêcherait de poursuivre leurs études ou risquerait de les séparer d'un de leurs parents ?

16 septembre

Manifestation 14h30 Place du Commerce à Nantes à l'initiative des collectifs Uni-e-s Contre Une Immigration Jetable et Enfants Etrangers/Citoyens Solidaires pour exiger la régularisation globale de toutes les personnes Sans-papiers et l'abrogation de la loi CESEDA.

Grève le 28 septembre

Les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT et UNSA Éducation confirment leur dénonciation des décisions budgétaires du gouvernement pour 2007 qui, s'ajoutant aux coupes intervenues depuis 2003, conduiront à réduire considérablement les moyens du service public : dégradation des conditions d'enseignement et de travail, réduction de l'offre d'enseignement, précarité accrue...

Expulsions locatives

Une circulaire de décembre signée de Sarkozy adressée aux préfets leur demandait de faire des économies sur les indemnités versées aux propriétaires pour non-exécution des jugements d'expulsion. Résultat : les expulsions locatives avec le concours de la force publique augmentent de façon drastique.

Les assurés sociaux encore prélevés

Le 1er septembre est entré en vigueur le forfait de 18 sur les actes médicaux d'un montant supérieur à 91 dispensés par les hôpitaux et les cliniques. Ces soins étaient auparavant pris en charge à 100% par l'assurance maladie.

Inacceptable

Trois syndicats de chirurgiens, d'anesthésistes et d'obstétriciens libéraux appellent leurs confrères du secteur I (champ conventionnel) à pratiquer des honoraires libres, non remboursés aux assurés sociaux.

Suppressions d'emplois, pouvoir d'achat...

Les fédérations de la fonction publique CGT, FO, UNSA, FSU et CGC se sont rencontrées le 28 août. Elles ont constaté que le gouvernement confirme une politique marquée à la fois par la suppression de milliers d'emplois sans réflexion contradictoire sur les missions et le champ d'intervention de la fonction publique, et par une nouvelle baisse importante du pouvoir d'achat en 2006 qui s'ajoute au contentieux antérieur de 5%....

Jeudi 21 septembre

5ème Journée Internationale de la Paix

Votation citoyenne

Sur le thème " Et si tout le monde votait ? ", cette manifestation, dont l'objectif est d'obtenir le droit de vote pour tous les résidents, donc des résidents étrangers non communautaires, aux élections locales est fixée pour la semaine du 16 au 22 octobre 2006.

Galettes St Michel

Vendu, pas vendu ? Les salariés sont dans l'expectative. Réponse le 14 septembre.

Le coup de force de Sarkozy

Trois ans après avoir laissé pourrir, et malgré les négociations, le Préfet et le gouvernement ont fait le choix de la brutalité. Ils ont lancé l'assaut à la mi-août contre les " mille de Cachan ", qui après avoir campé sur le trottoir, ont obtenu leur hébergement provisoire dans un gymnase mis à disposition par la mairie de Cachan.

Cette décision de recourir à la force publique pour expulser l'ensemble de ces familles, sans engager une procédure de relogement pérenne ni une régularisation était une véritable provocation. Cet acharnement à faire du chiffre dans l'urgence, sans se préoccuper de l'avenir de ces hommes, de ces femmes et de ces enfants, à quelques jours de la rentrée scolaire, est insupportable.

Cette expulsion à grande échelle marque le franchissement d'un pas supplémentaire dans la violence et l'irresponsabilité alors que chaque cas nécessiterait dignité, humanité et respect.

Dans son discours, à l'université d'été du MEDEF, Sarkozy ne regrette rien, il maintient son cap et se justifie : " **Quand j'ai fait évacuer le squat et qu'ils se sont mis à occuper le trottoir, j'ai fait évacuer le trottoir, mais le maire socialiste a décidé de les accueillir dans son gymnase et maintenant, c'est son problème.** " Le Président de l'UMP affiche ainsi un ton cynique, sachant pourtant que seul le gouvernement peut répondre à la détresse des familles.

De son côté, la machine administrative et judiciaire ne perd pas de temps. Les 70 étrangers en situation irrégulière interpellés lors de l'évacuation avaient été placés dans des centres de rétention et pour certains, un arrêté de reconduite à la frontière délivré. D'autres suivront, osant même arracher un jeune enfant de sa mère, de sa famille. Un tel comportement à l'encontre de personnes parmi les plus fragilisées est inqualifiable et indigne.

Toutes celles et tous ceux qui sont attachés à la part d'humanité sans laquelle toute société dérive vers la barbarie doivent se mobiliser.

Exigeons : un logement, des papiers, une école pour tous !!!



Patrons heureux



L'irruption citoyen-ne constitue le fait dominant de ces derniers mois. Force est de constater d'ailleurs que cette éclosion, rendue indispensable par l'accentuation des aspects les plus dangereux des politiques de droite, s'accompagne d'un renforcement de l'autoritarisme et de la répression. Démarche sécuritaire, syndicalistes et grévistes sanctionnés : aucune contestation de leur politique néfaste et rétrograde n'est supportée. Cet acharnement du pouvoir à l'égard des jeunes manifestar ts contre le CPE en est un exemple et souligne l'esprit revanchar d'une droite battue sur son projet.

Leur volonté de remettre en cause le droit de grève, au prétexte fallacieux d'un service minimum, s'inscrit dans la même veine. Ce

droit de grève est un droit constitutionnel, c'est une liberté individuelle qui s'exerce dans un cadre collectif. Et, pourtant, M. Sarkozy n'hésite pas à affirmer devant le MEDEF : " **Lorsqu'il y a un conflit et une grève dans une entreprise, dans une université ou dans une administration, on organise dans les 8 jours un vote à bulletin secret pour en finir avec la dictature de certaines minorités.** "

Quand ils prétendent rénover le dialogue social et renforcer le droit du travail, c'est pour instaurer le droit à la précarité pour tous, et supprimer toutes les garanties collectives protectrices en généralisant les accords dérogoatoires tout en prenant pour cible les cinq grandes centrales syndicales et leur représentativité.

Pour une autre répartition des richesses

D'un côté des souffrances, des difficultés pour des milliers de salariés, précaires, privés d'emplois, retraités.... de l'autre, une opulence de richesse accaparée par une caste protégée. La faiblesse du pouvoir d'achat est bien une préoccupation majeure en cette rentrée. L'agitation gouvernementale sur le sujet en est la preuve. Ainsi le chèque transport, loin de compenser l'envolée des prix à la

pompe, la prime à l'emploi (PPE) ou l'allocation d'installation pour des étudiants restent des mesures superficielles à fort effet d'annonce et d'affichage social électoraliste.

Or, les faits indéniables de la vie quotidienne ont raison de tout discours électoraliste. Et, les chiffres sont là : 15% des salariés sont des smicards, la France est au 1er rang des rémunérations de dirigeants d'entreprise mais au 14e rang pour le salaire médian, les profits des grandes entreprises françaises ont progressé de 33% en 2005 tandis que 12,4% de la

population française est au-dessous du seuil de pauvreté. Selon les statistiques du ministère du Travail, moins d'une entreprise sur deux répond à l'obligation de négociation annuelle sur les salaires. 41% de déclenchement d'un conflit a pour origine la question salariale.

A l'opposé du discours de Sarkozy qui répète son leitmotiv : " travailler plus pour gagner plus ", Marie-George Buffet précise : " Si on veut valoriser le travail, faisons en sorte que les hommes et les femmes bénéficient d'emplois stables et qualifiés...et bénéficient de salaires

leur permettant de vivre dignement. ". Le PCF propose ainsi de porter le SMIC à 1500euros pour 35h dès 2007 avec la convocation immédiate d'une conférence nationale sur les salaires, sur la fin du gel des salaires.



Evènements, culture, idées.

En mémoire des «42» de Nantes

2 - Le retour d'une mémoire refoulée

Suite à l'appel du Comité du Souvenir nantais, deux premières familles se manifestèrent très vite, des familles qui ignoraient tout de leur parent, frère, père, grand-père ou oncle, depuis son départ d'Espagne. Tout au plus avaient-elles été informées du décès, mais elles ignoraient l'activité de résistant, le procès, l'exécution et, bien sûr, le lieu de la sépulture. Leur venue à Nantes, leur recueillement sur les lieux où leur ancêtre avait été exécuté ou enterré, ont donné lieu à des scènes émouvantes. Dans la foulée, le carré du cimetière de La Chapelle-Basse-Mer fut remis à neuf et une sculpture, réalisée par le plasticien d'origine allemande Ekkehart Rautenstrauch et payée par une souscription volontaire, fut inaugurée le 12 février 2006, en présence des deux filles d'Alfredo Gomez-Ollero, de la sœur de Miguel Sanchez-Tolosa et d'une foule de 400 personnes environ. Un banquet amical put ensuite réunir près de 200 convives, parmi lesquels, par exemple, Madeleine Farge, une ancienne voisine d'Alfredo à Doulon, qui a pu évoquer le temps où il travaillait à la construction de la gare de triage ferroviaire du Grand-Blottereau. Autre moment fort de cette journée quand Miguela,

la sœur de Miguel Sanchez-Tolosa, fit part de sa volonté de laisser son frère reposer en cette terre française, au milieu de ceux qui ne l'avaient jamais oublié, plutôt que de le rapatrier en pays valencien, où la droite nationaliste a repris les rênes de la province. Beaucoup d'émotion, beaucoup de larmes aussi. Une belle histoire, une belle image de la Résistance, une belle illustration aussi de ce qu'a été et de ce que peut être encore le véritable internationalisme. Enfin, dernier moment non moins émouvant, mais plus significatif encore sur le plan politique, le processus d'activation de la mémoire des combattants de la Guerre civile que cette histoire a enclenché en Espagne. Alors que la génération précédente semblait souhaiter avant tout l'oubli, aujourd'hui les petits-enfants veulent savoir. Les Espagnols prennent ainsi le relais des organisations françaises. Au printemps 2006, à l'initiative d'un collectif des "Amis de la République", dans le village galicien de Paderne, une plaque a été posée sur la maison natale d'Alfredo Gomez-Ollero en présence de la télévision et des autorités de la Province de Galice. A Ribadavia, près d'Orense, un colloque a évoqué la vie de Blanco-Dobarro, en présence de représen-



tants du collectif nantais. La presse espagnole semble enfin découvrir une guerre qu'elle a si longtemps occultée. Suite aux avis de recherche qu'elle a publiés, des témoignages ont pu être recueillis, comme celui de cet homme de 86 ans qui avait appartenu au même commando qu'Ollero sur le front de Madrid. A l'image de ce qui se met en place un peu partout dans la péninsule, un véritable travail de mémoire et d'histoire s'initie pour sortir de l'oubli l'action de ces guérilleros répu-

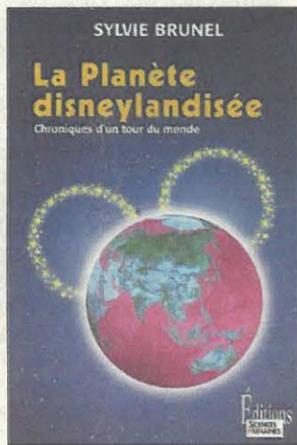
blicains. Des archives nantaises ont été déposées à Madrid et peuvent laisser augurer d'une fructueuse coopération entre Espagnols et Français pour mieux connaître cet épisode tragique d'une histoire qui nous est en grande partie commune, et qui appartient aux pages les plus glorieuses du combat pour la liberté et pour la dignité de l'Homme.

Alain Bergerat, historien et Carlos Fernandez, membre du collectif du "procès des 42"

Coup de cœur

La Planète disneylandisée

Ce livre raconte un tour du monde en famille. " Avec enfants, bagages, agences de voyages et tracasseries que nous connaissons tous un jour ou l'autre, dans les aéroports en proie à la folie sécuritaire, les îles pas du tout désertes et les métropoles embouteillées. On y verra des geysers jaillir à heures fixes, des mondes "sauvages" entièrement recréés, des peuples authentiques cacher leurs téléphones portables pour jouer la comédie du parfait sauvage. Exotisme partout garanti ". Sylvie Brunel, géographe connue pour son engagement humanitaire (ex-présidente d'ACF, Action Contre la Faim) et ses nombreux ouvrages de référence sur le développement et la coopération, nous livre ici un récit plein d'humour. D'une plume alerte et documentée, Sylvie Brunel décrit en géographe ce qu'elle appelle la "disneylandisation" du monde. Elle ne s'en offusque pourtant pas, bien au contraire. Parce que cette mise en tourisme de la planète est, elle au moins, une mondialisation pacifique et bienveillante, qui apporte, entre autres, des revenus considérables, même si pour elle " il n'est pas certain que la disneylandisation offre une solution durable au problème de la pauvreté ". Certes, dit-elle, " être qualifié de touriste est une injure " et " le touriste, c'est toujours l'Autre ! ". Soyons malgré tout " fiers de l'être, sans être dupes pour autant de la façon dont il façonne la planète ". Ensuite parce que, sans le tourisme, beaucoup de lieux et d'activités seraient irrémédiablement condamnés à disparaître. " Le tourisme crée ainsi des lieux ou les sauve de l'oubli alors qu'ils étaient condamnés au déclin : Salvador de Bahia, comme Bruges ou Venise, bien qu'elles aient perdu leur fonction marchande, son devenues des attractions mondiales ; les marécages de Floride servent désormais de cadre aux plus grands parcs d'attractions du monde avec Disneyworld et Universal ; la Camargue et le littoral languedocien, zones répulsives et infestées de moustiques, ont été aménagés en hauts lieux touristiques. Mais c'est au prix, à chaque fois, de leur transformation en décors. La touristification modifie non seulement les paysages mais l'âme des lieux ". Tel est le message de ce livre drôle et intelligent, qui allie de savoureuses chroniques vécues à une solide réflexion de fond.



S. Brunel, " La Planète disneylandisée, chronique d'un tour du monde ", Ed. Sciences Humaines, 2006, 280 p., 14 €

À voir...



Voyage intersidéral au Planétarium de Nantes

Équipé depuis peu d'un nouveau système de projection, le Planétarium de Nantes est désormais en capacité de représenter et de faire se déplacer le visiteur parmi 114000 étoiles. Lors de ce voyage intersidéral, les ordinateurs recalculent en temps réel leurs positions relatives les unes par rapport aux autres. Avec cette base de données quasi inépuisable, le visiteur peut se représenter toutes les planètes de notre système solaire, s'y poser, en décoller. Les éclipses lunaires et solaires, y compris celles qui se dérouleront dans 3 000 ans, peuvent être observées depuis n'importe quelle latitude terrestre. Chaque semaine, des spectacles d'une durée d'une heure sont organisés au Planétarium : 3 animations par jour du lundi au vendredi à 10h30, 14h15, 15h45, et 2 animations le dimanche à 15h et 16h30. Planétarium, 8, rue des Acadiens. Tarifs : 5 €, réduit 2,50 €. Renseignements : 02 40 73 99 23.

Lire

Dommages collatéraux

La face obscure de la guerre contre le terrorisme

Seymour Hersh est une légende du journalisme d'investigation. Après avoir été indépendant et avoir travaillé de longues années pour le New York Times, Seymour Hersh est aujourd'hui grand reporter au New Yorker. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et a reçu le prix Pulitzer. Depuis trente-six ans, par des enquêtes exemplaires, il a été

l'empêchement de tourner en rond de tous les présidents qui se sont succédés à la Maison Blanche. Dès son premier scoop, en 1969, il avait fait basculer l'opinion américaine en révélant le scandale de My Lai, ce hameau vietnamien dont les habitants avaient été massacrés par un détachement de GI. Dans " Dommages collatéraux ", Seymour Hersh dévide pour nous l'écheveau des manipulations et des manœuvres qui ont conduit du Word Trade Center le 11 septembre 2001 à la prison d'Abou Ghraib en Irak. Nourri par les nombreuses confidences de " sources " haut placées, le récit

de Seymour Hersh nous plonge au cœur même du pouvoir américain.



Qu'il soit question des agissements du petit groupe de néo-conservateurs au pouvoir qui a manigancé la guerre d'Irak, du rapport confidentiel de

2002 dénonçant les tortures à la base US de Guantanamo à Cuba, préfiguration directe d'Abou Ghraib, ou encore de l'opération Anaconda pendant laquelle les GI, par l'incompétence de leur commandement, ont laissé filer Oussama Ben Laden... Au-delà de l'affirmation : " Seymour Hersh est un menteur ", aucune des informations de Seymour Hersh n'a été démentie par l'administration Bush. Ce livre se lit comme un antidote de la désinformation pro-US.

Éditions Gallimard Folio (Mai 2006), 619 pages, 7,5 €.

près de vous

Saint Joachim

L'obstination paie

Depuis la départementalisation du centre de secours de Saint-Joachim, un profond désaccord persistait entre la commune et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). Le Maire estimait que la valeur des biens transférés avait été sous estimée et que la charge de l'emprunt contracté par la ville pour construire les bâtiments neufs n'avait pas été prise en compte. Dans ses conclusions, après une longue procédure, le médiateur de la Chambre régionale



des comptes, désigné comme arbitre par les deux parties, vient de lui donner raison. Le SDIS devra verser 215 300 euros alors qu'il en proposait tout juste la moitié. A cette somme s'ajoutent 33 000 euros d'intérêts qui continueront à courir jusqu'à l'extinction de la dette. Marc JUSTY s'est félicité que "l'action pugnace de la commune ait abouti à la reconnaissance de ses droits".

Liban

Trignac solidaire

A l'initiative de Jean-Louis LE CORRE, Maire de Trignac, la municipalité a décidé de verser 1000 euros en urgence au Secours Populaire Français pour venir en aide "aux populations civiles déplacées et victimes de l'acharnement militaire israélien."

Formation

Embarquez sur la Pimpante

Le CIDEFE et l'ADEC44 organisent, mercredi 27 septembre 2006, de 9 heures 30 à 17 heures un stage de formation sur les enjeux économiques de l'estuaire de la Loire. Voyagez de Nantes à Saint-Nazaire et retour, à bord de la "Pimpante", pour une journée de travail et de réflexion autour du développement du port autonome, des contraintes de Natura 2000, des nouveaux projets d'implantations industrielles et de la construction navale... avec visite des principaux sites. Monsieur Laurent BUVRY, expert en développement portuaire, animera les travaux. Déjeuner à Saint-Nazaire. Pour les dernières inscriptions, contacter Jacques GUILBAUD, CIDEFE 44, 41 rue des Olivettes 44000 Nantes.

L'activité

■ Sans papiers Tous régularisés !

Dès le début de l'été, élus et militants communistes de Loire-Atlantique ont été de tous les combats contre la loi Sarkozy sur l'immigration choisie. A Nantes, le 1er juillet, Delphine BOUFFENIE, adjointe au maire, était parmi les élus qui ont procédé à la soixantaine de parrainages républicains. A l'initiative de Christian SAULNIER, Président du groupe des élus communistes de Saint-Nazaire, huit enfants participaient à une cérémonie comparable au matin du 14 juillet. Ces actes de résistance civile sont loin d'être symboliques puisque depuis le début de l'été nous avons assisté à la multiplication des expulsions dramatiques touchant des jeunes majeurs scolarisés, salariés, qui construisaient leur vie en France avec leur famille. De nombreuses situations ont provoqué une vive émotion dans notre pays comme celle d'Ilya et de son père habitants du Croisic déclarés expulsables par le Tribunal administratif de Nantes, le 21 août. Arrivé en France en 2002 cet étudiant ne parlait alors pas un mot de français. Deux ans plus tard, il décrochait son bac avec mention. Pierre RIOU et Claude CONSTANT ont participé aux rassemblements exigeant leur régularisation.



Contrat de Plan Etat-Région Il manque 148 millions d'euros

En 2001, l'Etat signait avec la Région un contrat de plan qui devait être réalisé pour décembre 2006. Comme l'ont fait remarquer les élus communistes au Préfet, 148 Millions d'euros manquent encore dans la caisse malgré les engagements pris. Ainsi, sur le ferroviaire l'Etat n'avait financé, fin 2005, que 21,2% de l'objectif annoncé. Prévoyant que la parole donnée ne serait pas respectée, le groupe communiste avait demandé, dès 2004, le prolongement du contrat de plan pour deux ans avec inscription par les Pouvoirs Publics des crédits dans les lois de finances 2007 et 2008. Le scénario autoritairement fixé par le gouvernement est tout autre puisque, profitant des vacances, le Préfet de Région a informé les élus régionaux que le montant des enveloppes financières du prochain "contrat de projet 2007-2013" s'élèverait à 376,5 milliards d'euros plaçant ainsi les Pays de la Loire en avant-dernière position des Régions françaises avec une dotation de 111 euros par habitant.

Contrat de Plan Etat Les patrons des Pays de la Loire renâclent

Intervenant dans le débat sur le budget supplémentaire à la Région, Hubert DELAHAÏE a dénoncé la fronde organisée au Conseil Economique et Social par le MEDEF des Pays de la Loire pour protester contre la décision des élus régionaux de ne pas aider les entreprises qui recourent au CNE et aux emplois précaires. Prenant l'exemple de l'unité de fabrication de Mozzarella qui souhaite s'installer à Herbignac, il a souligné que Les fonds mobilisés par la Région, l'Europe, l'Etat et diverses collectivités s'élevaient à 20,2 millions d'euros pour un investissement total de 53 millions. Ces 20 millions serviront à financer des emplois durables. "Il est bien, il est juste, il est efficace que ces fonds publics soient utilisés pour créer de l'emploi, de l'emploi stable, de l'emploi pérenne" a insisté l'élue communiste. Il a souhaité que cette démarche soit un premier pas "vers la mise en place d'un véritable contrôle de l'attribution des fonds publics avec pour but de faire prévaloir dans les investissements d'autres critères que la seule rentabilité financière".

Nantes Ingrid et Moumia même combat

Sur la façade de la mairie, la photo d'Ingrid Bettencourt emprisonnée en Colombie, rappelle la mobilisation des Nantais pour obtenir sa libération. Les élus communistes ont demandé que soit également accroché le portrait de Moumia Abu - Jamal qui attend, depuis des années, son exécution dans les couloirs de la mort de sa prison de Boston alors qu'aucune preuve sérieuse n'a pu être réunie contre lui. A suivre.

Hébergement des personnes âgées Le préfet botte en touche

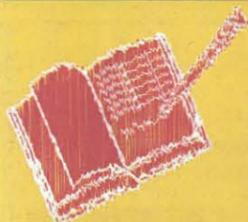
Avec l'allongement de la durée de vie, le nombre des personnes âgées atteintes de maladies dépendantes grandit. En Loire Atlantique, 13 000 personnes souffrent ainsi de la maladie d'Alzheimer. Jean Louis LE CORRE, a interpellé le représentant de l'Etat sur les moyens que les pouvoirs publics comptent mettre en œuvre pour débloquer la situation. Alors que les besoins de Nantes Métropole sont estimés à 1203 places, ceux de la Carène (région de Saint-Nazaire) et de Cap Atlantique (la Presqu'île) à 613 places, le préfet en annonce, pour la région nantaise et le littoral, 141 en 2006 "auxquelles s'ajoutent 30 places attribuées en 2005". Pour le reste, il renvoie le vice-président de l'assemblée départementale au futur plan de solidarité grand âge qui devrait "permettre à l'horizon 2010 de mieux répondre aux besoins de la population âgée."

Hommage à Bernard Birsinger Marc Justy "Il était l'incarnation du communisme municipal"

Infatigable défenseur du droit au logement pour tous, Bernard BIRSINGER, Président de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains, est décédé d'une crise cardiaque le 25 août dernier. L'an passé, il avait été un des animateurs du débat départemental organisé par la fédération aux Dervallières à Nantes (notre photo). Marc JUSTY, Président de l'ADEC44 témoigne "Nous l'avions élu à la tête de l'association nationale car il était la parfaite incarnation de ce que lui-même appelait le "communisme municipal" : toujours aux côtés des humbles et des exclus afin de partager avec eux la haute ambition qu'il avait pour sa ville... Nous pleurons un ami, un camarade, un véritable démocrate, un être profondément humain dont l'engagement forçait le respect bien au-delà de nos rangs, et particulièrement parmi les nombreuses associations de défense des "sans", avec qui il entretenait depuis des années un dialogue confiant et constructif."



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



7 septembre: Comité local de Rezé, 18h30 au siège de la section.

20 Septembre: 18h30 au siège de la fédération. Comité local de St-Nazaire à 18h00 au siège de la section.

21 septembre: Comité local de la Basse Loire à 18h 30 salle de la fraternité

26 septembre: Collectif départemental élection, 18h30 au siège de la fédération.

26 septembre: Assemblée générale de la Section de St-Herblain, Gesvres et Cens.

29 septembre: Assemblée générale de la section de Rezé à 18 h30 salle Jean Jaurès, 40 rue Jean Jaurès à Rezé.

du 18 au 23 septembre: Forum Social du Pays Nantais public sur le thème "faire" re "vivre la démocratie".

3 octobre 2006: Conseil départemental de la Fédération 44,

■ NANTES : DES COMMUNISTES À L'OFFENSIVE



C'est le jour de la rentrée scolaire que les communistes de l'agglomération nantaise faisaient leur rentrée politique à l'occasion d'une assemblée générale. Une rentrée placée sous le signe de la combativité, comme y invitait Michel Rica dans son introduction au débat. L'occasion pour les militants du PCF de faire écho à cette invitation en affirmant clairement leur volonté d'être de la bataille des élections présidentielles et législatives et d'engager

dès à présent le déploiement d'une activité " tout terrain ". L'urgence sociale face à l'offensive de la droite, le nécessaire débat autour d'un projet politique en rupture avec les logiques capitalistes, la construction d'un rassemblement populaire et majoritaire, le rôle des partis politiques et singulièrement du Parti Communiste, tels ont été les éléments principaux d'un échange marqué par la volonté partagée de mettre en mouvement les communistes dans la perspective des échéances électorales. Sur la base des propositions du programme du PCF et autour d'une candidature communiste de rassemblement.

■ RÉGION NAZAIRIENNE ET BRIÈRE

Michel Rocard ne va pas être déçu !

Pour leur assemblée de rentrée les communistes de Saint-Nazaire, du Pays de Retz, de la Presqu'île et de la Brière inauguraient les locaux flambants neufs de la Maison des Associations de Saint-Nazaire. Présents dans les luttes au quotidien pour résister aux mauvais coups de la droite et conscients de l'importance des enjeux des mois à venir, c'est avec une attention soutenue que les militants ont écouté l'introduction du responsable départemental. " La bataille des présidentielles est lancée, nous devons en être, porter et faire monter les exigences populaires " avait conclu Michel RICA. Il donnait ainsi le ton d'une soirée combative où la majorité des intervenants révoltée " devant tant de violences faites aux gens " refusait de se laisser enfermer dans le " piège infernal du duo Sarko-Ségo ". Notre meeting pour la construction navale, les batailles pour l'extension du port à Donges Est, la victoire du CPE et le forum nazairien sur l'emploi des jeunes, le parrainage des sans papiers... les luttes ne manquent pas qui montrent qu'une autre politique est possible quand le peuple rassemblé se fait entendre et tape du poing sur la table. " Même s'ils veulent noyer le poisson, le social et l'utilisation de l'argent sont les grandes questions des présidentielles, nous devons tout faire pour que les attentes populaires soient au cœur du débat, alors naîtra l'espoir " dira Yvon RENEVOT. Défi impossible à relever ? " Michel Rocard affirmait lors de l'université d'été de l'UDF que le problème de ce pays, c'est l'influence communiste sur le débat d'idées " rappelait Michel RICA à la fin de la soirée. L'ancien Premier Ministre est un fin connaisseur et nombreux étaient ceux qui, lors du pot de l'amitié, s'engageaient à ne pas le décevoir !



Répression anti-syndicale et offensive contre le droit de grève

La Direction de SMCN, entreprise sous-traitante présente sur le site des Chantiers de l'Atlantique (AKER) a engagé une action de répression sans précédent qui doit alerter l'opinion publique de Loire-Atlantique. En avril dernier, la société SMCN a connu une grève suivie massivement par les salariés qui revendiquaient des augmentations salariales. Cette action s'est soldée par une victoire et la conclusion d'un protocole d'accord. Aujourd'hui, la direction de la SMCN adopte une position revancharde. Elle a porté plainte contre X pour " entrave au droit du travail, dégradations et menaces. " Les délégués et élus CGT sont convoqués au commissariat de Police de Saint-Nazaire. Les auditions révèlent les véritables motivations de la Direction. Elle veut casser le droit de grève, mettre en cause les libertés syndicales, bâillonner les expressions revendicatives.



Au-delà du caractère préfabriqué des accusations (on reproche aux grévistes d'avoir entravé la liberté du travail alors que les portes de l'entreprise avaient été fermées à clé par la direction, on distribue, pour faire peur, des accusations de dégradations et menaces qui n'ont jamais existé...), la Direction a osé dire que ce sont les

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU
Commission paritaire : N° 0310 | 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Michel DEJEU
Michel LUCAS
Jean-Paul MARTEL
Jean-Yves MARTIN
Aymeric SEASSAU
Yann VINCE



Vite lu...

■ NÉCROLOGIE

Nous avons appris le décès de notre camarade Marie Jo Laffond adhérente au PCF sur sa commune de Vertou. L'équipe des Nouvelles s'associe à tous ses amis et camarades pour adresser à sa famille et ses proches nos plus sincères condoléances.

Nous tenons à adresser également à Nicole, Guy Jaques et Laurent nos plus sincères amitiés et pensées suite au décès de la maman de Guy.

**Fête des retraités
Jeudi 21 septembre
Parc de la Bégraisière
Saint-Herblain
Organisée par l'union
syndicale des retraités CGT**

Une journée de lutte qui débutera dès 11 heures par un débat sur le pouvoir d'achat et la précarité, animé par Christiane Porteret membre du secrétariat de l'UCR-CGT. Exposition sur 1936, restaurants, animations, nombreux stands.

**Spectacle à 14 heures
avec notamment le chanteur
Herbert Léonard.**

militants syndicaux qui auraient poussé les grévistes à agir ainsi.

Pour la CGT cela est le résultat d'un fait. Les salariés relèvent de plus en plus la tête, s'organisent dans le syndicat, entendent défendre leurs droits et se donner les moyens pour ne plus se laisser faire.

La Direction de SMCN essaye de casser cette évolution des salariés.

Pendant la durée du conflit, la CGT a assisté à une violence patronale qui aujourd'hui s'accroît et devient insupportable.

Le Directeur de SMCN n'est autre que le Président de Pôle Marine, cohorte de sociétés sous-traitantes du bassin nazairien et aux ordres de Chantiers de l'Atlantique.

Cette agression n'est pas isolée. Elle fait partie d'une attaque d'envergure contre le Droit de Grève. Traiter les salariés qui revendiquent comme des délinquants, voire de vulgaires malfrats, est devenue une pratique de plus en plus courante.

La CGT déclare qu'elle ne se laissera pas intimider. Elle exige le retrait de la plainte, l'arrêt des tracasseries policières.